

REALISATION D'UNE ETUDE PORTANT SUR L'IDENTIFICATION DES METHODES DE RECRUTEMENT DES GROUPES EXTREMISTE DANS LES PROVINCES DU LAC ET DU HADJER LAMIS

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le terrorisme demeure encore un phénomène mondial qui entrave les efforts pour la sécurité et la paix dans le monde. L'Afrique n'est pas à l'abri, puisque la menace s'y répand et pose des défis sans précédent aux Etats, à l'Union Africaine et aux organisations régionales.

Ces dernières années, certains Etats africains se sont trouvés confrontés aux recrutements et aux enlèvements massifs de personnes par les groupes extrémistes. De nombreux rapports ont mis en évidence l'étendue de ce phénomène inquiétant et progressif. Ces groupes terroristes utilisent le continent africain, notamment le sahel et le bassin du Lac Tchad comme un point de vulgarisation de leurs idéologies, un bassin de collecte de fonds et de recrutement.

Dans le bassin du Lac Tchad où sévissent plusieurs groupes extrémistes depuis 2009, le groupe Boko Haram a réussi à s'imposer comme le principal groupe terroriste qui mène des actions contre les populations.

D'après les estimations, depuis 2009, environ 8 000 enfants ont été enrôlés et utilisés par Boko Haram au Nigeria¹. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, Boko Haram utilise de plus en plus des garçons et des filles comme boucliers humains et pour faire exploser des bombes.

A l'initiative des Etats, plusieurs réponses au phénomène de l'extrémisme ont été apportées dans le Bassin du Lac Tchad. Ces réponses sont pour la plupart basées sur la lutte armée sans intégrer suffisamment l'aspect prévention, qui est importante pour préparer les populations elles-mêmes à développer des réflexes souples pour s'opposer d'elles-mêmes à ces groupes.

¹Rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigeria, 2017.

Au Tchad, dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis, plusieurs centaines de personnes se font enrôler chaque année dans les groupes extrémistes. Tant que ces enrôlements restaient systématiquement forcés, l'usage de la force armée était l'unique réponse à y apporter. Mais on observe de plus en plus d'adhésions volontaires aux groupes extrémistes ces dernières années.

Ce nouveau phénomène mérite qu'on y apporte une réponse idoine ; et cela passe par i) la connaissance des raisons qui poussent de nombreuses personnes à adhérer volontairement aux groupes extrémistes et ii) les méthodes que ces groupes utilisent pour les enrôler.

Depuis plus d'une décennie, de nombreuses études ont établi que les raisons qui poussent certaines couches vulnérables (femmes et jeunes) à adhérer aux groupes extrémistes sont la pauvreté, la marginalisation, l'analphabétisme, le manque de perspectives ou l'absence de présence de l'Etat, etc.

Par contre, très peu d'études ont pénétré le cœur du phénomène de l'extrémisme violent pour faire une description précise et complète des méthodes que les adeptes utilisent pour appâter et recruter leurs membres, même si des hypothèses comme la promesse d'une vie meilleure, l'apprentissage du coran, l'accès au paradis, etc. ont été évoquées.

C'est dans cette optique que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) envisage d'apporter un appui au gouvernement du Tchad en vue de mener une étude permettant de faire l'état de lieu des méthodes de recrutement utilisées par les groupes extrémistes dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis.

II- OBJECTIF GENERAL DE L'ETUDE

Cette étude vise à approfondir et à comprendre la dynamique des méthodes de recrutement de Boko Haram, afin d'affiner davantage la sensibilisation des populations et la conduite d'actions appropriées de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

III- OBJECTIFS SPECIFIQUES

De manière spécifique, la présente étude vise à :

1. Faire un état des lieux sur la dynamique des méthodes d'enrôlement du groupe Boko Haram ;
2. Faire ressortir la typologie des personnes enrôlées par le groupe Boko Haram ;
3. Recueillir les avis et les attentes des populations sur les solutions à apporter pour limiter les enrôlements des personnes dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis ;
4. Fournir une base de données sur les méthodes de recrutement du groupe terroriste BH ;

IV- RESULTATS ATTENDUS

- 1- Les techniques de recrutements du groupe terroriste Boko Haram sont connues ;
- 2- Les facteurs favorisant l'enrôlement des personnes dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac sont bien cernés ;
- 3- La typologie des personnes enrôlées dans le groupe Boko Haram est établie ;
- 4- Les approches de solutions pour limiter les enrôlements des personnes dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac sont identifiées ;
- 5- Un rapport scientifique approfondi est produit et renseigne sur la dynamique des méthodes de recrutement du groupe Boko Haram et propose des actions efficaces de prévention et de lutte contre ce phénomène.

V- INDICATIONS POUR LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Les aspects méthodologiques qui devront être pris en compte dans le cadre de cette étude sont les suivants :

- ✓ Dans les zones retenues pour la collecte des données sur le terrain, plusieurs méthodes seront utilisées : questionnaires, fiches d'enquêtes, guides entretiens, etc., faisant aussi appel à des applications et outils numériques : application mobile, etc.
- ✓ Les questionnaires seront élaborés de façon i) à déterminer les facteurs de recrutement ou de soutien au groupe extrémiste BH dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac et ii) à permettre également de déceler les dynamiques d'approche des groupes extrémistes.
- ✓ La base de sondage devra être constituée de personnes désengagées de Boko Haram, leurs victimes directes, les autorités administratives et traditionnelles et certaines personnes ressources des provinces du Hadjer Lamis et du Lac.
- ✓ Les femmes et les jeunes filles devront constituer au moins 50% de l'échantillon.
- ✓ Langue de l'étude : les rapports de l'enquête seront rédigés en Français. Un résumé du rapport devra être rédigé en Français et en Anglais. La connaissance de l'Arabe tchadien, du Boudouma, du Kanembou et du Kanouri par les consultants et les enquêteurs sera un atout.

Ces indications ne constituent en aucun cas la méthodologie de l'étude. Comme indiqué ci-dessous, le soumissionnaire devra présenter une méthodologie détaillée sur la façon dont l'étude sera menée.

VI- SOUTIEN ET RELATIONS ORGANISATIONNELLES

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le cabinet d'études ou l'organisation sélectionné(e) travaillera en étroite collaboration avec le PNUD (Chef d'Unité gouvernance, le coordinateur du portefeuille Consolidation de la paix et les chargés de projets concernés).

Le cabinet d'étude ou l'organisation sélectionné(e) travaillera aussi étroitement avec le PNUD pour tous les aspects contractuels, opérationnels et sécuritaires dans le cadre de cette étude.

VII- LIVRABLES ET CALENDRIER DE MISSION

Livrables	Echéance (Jour dû)
Réunion de cadrage et revue documentaire	Jour 1-5
Un rapport initial de 10 à 15 pages maximum (rapport de démarrage) validé, contenant la méthodologie assortie d'un chronogramme et d'un tableau d'analyse des risques liés à la mission et les mesures de mitigation. NB : Le rapport initial sera validé par le Commanditaire et devra attester d'une bonne compréhension des objectifs et de la méthodologie attendus de la mission.	Jour 6-10
Phase d'étude : questionnaire de l'étude, échantillonnage, collectes de données ; En format physique et numérique, un rapport d'étape incluant a) l'état des données (existantes et manquantes au début de la mission) et une proposition de démarche pour la collecte des données manquantes. b) Une méthode d'échantillonnage par départements des zones cibles de l'étude, ainsi que les échantillons retenus ;	10 - 25
Un rapport provisoire de l'étude et une présentation PowerPoint succincte	Jour 25-30
Elaboration et remise du rapport révisé/final.	Jour 30-35

Le Cabinet travaillera sous la supervision du Coordinateur du portefeuille consolidation de la paix. Le rapport provisoire et le rapport final seront validés par le Chef de l'Unité Gouvernance du PNUD au Tchad.

VIII- CALENDRIER DE PAIEMENT

Réalisations/livrables	Pourcentage	Délai	Conditions pour effectuer le paiement
Rapport technique sur l'approche méthodologique et la stratégie d'échantillonnage, issu de la réunion de cadrage	30% du montant total du contrat	Le rapport technique sur l'approche méthodologique et la stratégie d'échantillonnage effectif après 5 jours pour compter de la signature du contrat et la tenue de la réunion de cadrage.	Sur la base de la certification du rapport technique sur l'approche méthodologique et la stratégie d'échantillonnage.
Rapport initial et rapport intermédiaire	30% du montant total du contrat	Le rapport initial est de 5 jours de travail effectif après le démarrage de la mission et le rapport intermédiaire 30 jours pour compter de la date de démarrage de la mission.	Sur la base de la certification des deux (2) rapports par le Coordinateur du portefeuille Consolidation de la paix et du Chef d'Unité gouvernance, accompagnée d'une facture originale couvrant les 2 (deux) livrables).
Rapport final	40% du montant total du contrat	Ce rapport est du 40 jours de travail effectif pour compter de la date de début de la mission	Sur la base de la certification du rapport final par le Coordinateur du portefeuille Consolidation de la paix et du le chef d'unité gouvernance

IX- COMPÉTENCES CLÉES REQUISES:

Dans le cadre de cette étude, le PNUD souhaite recruter un cabinet d'étude national qui dispose des caractéristiques ci-après :

- Disposer d'un personnel qualifié et des moyens matériels et informatiques adéquats permettant la réalisation d'une telle étude ;
- Expérience antérieure de 5 ans au moins et capacité démontrée dans la réalisation d'au moins 3 études sur la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Capacité à gérer une communication stratégique sur des questions sensibles comme l'extrémisme violent ;
- Capacité à gérer des mandats politiques et à collaborer d'une manière productive avec les autorités locales ;
- Connaissances des provinces cibles et du contexte socio-culturelle et politique du Tchad ;

- Capacité à développer une approche méthodologique claire et logique et à l'ajuster aux besoins et aux attentes du client ;
- Excellente capacité en rédaction et communication écrite et orale en Français ;
- Capacité à gérer, à analyser et à synthétiser les données et les informations sensibles ;
- Capacité à établir de solides relations avec les clients et répondre positivement au feedback du commanditaire ;

X- EXPÉRIENCE REQUISE

A) Expérience du Cabinet

- Le cabinet ou la structure qui aura la charge de conduire l'étude doit avoir totalisé au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la radicalisation, de l'extrémisme violent et/ou de la consolidation de la paix et/ou domaines connexes ;
- La connaissance du contexte national et l'organisation administrative du Tchad serait un atout ;
- La connaissance et expérience de travail avec les agences des Nations Unies serait un atout

B) Expériences de l'expert principal, chef de mission :

- Le Consultant, responsable de la conduite de l'étude doit être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5) en sciences sociales, économie, statistiques ou domaines similaires ;
- Il doit en outre avoir une bonne connaissance et expérience des méthodologies d'analyse des situations de crises et d'évaluation des besoins de relèvement ;
- La connaissance et pratique avancée des méthodes d'enquêtes, d'échantillonnage et d'analyse des données est un atout ;

C- Autre personnel clé pour l'étude

- Avoir participé à au moins deux (2) enquêtes similaires (y compris la collecte et l'analyse des données) dans le bassin du Lac - Tchad ;
- La connaissance de l'Arabe tchadien, du Boudouma, du Kanembou et du Kanouri par les consultants et les enquêteurs sera un atout

XI- LANGUES

- Maîtrise de la langue française (excellentes capacités de rédaction et de communication) en Français. La connaissance de l'anglais sera un atout.
- La connaissance des autres langues locales (Arabe, Boudouma, Kanembou et Kanouri) serait un atout. A défaut, prévoir de coût pour le service de traducteurs locaux.

XII- CRITÈRES DE SÉLECTION

Les propositions techniques des bureaux d'études intéressés doivent contenir les informations ci-après en soutien à leur candidature, permettant de juger de leurs qualifications pour la mission

Etape 1 : Examen préliminaire

Seront donc rejetées à cette étape, les soumissions :

- ne remplissant pas les conditions de participation à la consultation ;
- ne renfermant pas les renseignements exigés pour la présentation des soumissions ;

- présentées par une même personne :structure sous différentes dénominations sans être en association momentanée reconnue
- présentées avec de faux documents ou renseignements
- propositions financières non séparées de la proposition technique et non protégées par un code

Etape 2 : évaluation des propositions techniques

Cette évaluation sur 100 points sera faite conformément aux critères ci-dessous.

Etape 3 : Evaluation des offres financières.

A l'étape 2 seules les propositions financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimum de 70 seront ouvertes aux fins d'évaluation, de comparaison et d'examen.

La méthode de notation applicable est celle de la notation combinée. La formule de notation des soumissions sera la suivante :

<p><u>Notation de l'offre technique (OT) :</u> = (note totale obtenue par la soumission / note maximum pouvant être obtenue par l'OT) x 100</p> <p><u>Notation de l'offre financière (OF) :</u> = (prix offert le plus bas / prix de la soumission examinée) x 100</p> <p><u>Note combinée totale :</u> $\frac{(Notation\ de\ l'OT) \times (coefficient\ de\ pondération\ de\ l'OT,\ 70\ \%) + (notation\ de\ l'OF) \times (coefficient\ de\ pondération\ de\ l'OF,\ 30\ \%)}{\hspace{10em}}$ Notation combinée et finale totale de la soumission</p>

Les candidats seront sélectionnés par ordre de mérite en fonction :

1. Recevabilité de l'offre (répond aux TDR) et
2. Le nombre de points le plus élevé (cumul des notes technique et financière)
 - Note technique : 70%
 - Note financière : 30%

I- Critères d'évaluation

Cette évaluation sur 100 points sera faite conformément aux critères ci-dessous :

- Expertise du bureau d'étude ou de la structure (25 points) ;
- Compréhension de la mission, méthodologie, plan de travail et chronogramme (15 points) ;
- Curriculum vitae de l'équipe proposée comprenant au moins un (e) Chef(fe) de mission, un (e) Expert (e) en statistiques et de 3 CV des agents de collectes de terrain (30 points soit 10 points par poste).

	Critères d'évaluation	Notation
1	Expertise du bureau d'étude ou de la structure	
1.1	- Expériences générales (minimum 5 ans) dans le domaine de la radicalisation, de l'extrémisme violent et/ou de la consolidation de la paix et/ou domaines connexes (5 points) ; Joindre les preuves	

	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience (minimum 5 ans) dans le renforcement des capacités notamment les activités de consolidation de la paix (5 points) ; Joindre les preuves - Expériences démontrées dans la réalisation d'au moins 3 études sur la radicalisation et l'extrémisme violent (5 points) Joindre les preuves. 	25
	Total 1	25
2	Compréhension de la mission, Méthodologie, plan de travail et chronogramme	
2.1	Compréhension des objectifs et résultats de la mission (5 points)	5
2.2	Qualité et cohérence de la démarche méthodologique proposée par rapport aux termes de référence (25 points)	20
2.3	Qualité et cohérence du plan de travail et chronogramme par rapport aux termes de référence (5 points)	10
	Total 2	35
3	Qualification du personnel	
3.1	<p><i>Qualifications et expériences du Consultant, chef de mission</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Être titulaire d'un diplôme supérieur en sciences sociales, en statistiques, en gestion, économie ou diplôme apparenté (BAC+5) (5 points) ; Joindre les attestations et diplômes - Avoir capitalisé au moins 5 ans d'expériences dans la coordination et la bonne mise en œuvre des études de terrain. La conduite d'une étude dans le domaine de la radicalisation, de l'extrémisme violent et/ou de la consolidation de la paix et/ou domaines connexes sera un atout (5 points) ; Joindre les preuves - Avoir élaboré au moins un rapport d'étude orienté sur les résultats attendus (5 points) ; 	15
3.2	<p><i>Qualification et expériences des agents enquêteurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Être titulaire d'une licence en sciences sociales, techniques de développement ou tous autres domaines équivalents (BAC+3) (10 points). Joindre les attestations et diplômes - Avoir participé à au moins deux (2) enquêtes similaires (y compris la collecte et l'analyse des données) dans le bassin du Lac – Tchad. (10 points) ; Joindre les preuves - La connaissance de l'Arabe tchadien, du Boudouma, du Kanembou et du Kanouri par les consultants et les enquêteurs sera un atout. (5 points) 	25
	Total 3	30
	Total 1+2+3	100